



La mathématicienne Marina Meister et l'économiste Daniel Straub veulent simplifier radicalement le système social suisse. Clara Neugebauer

Un nouveau projet propose 2000 francs par mois pour tous

«AVS pour tous» Après deux échecs, une troisième tentative d'introduire un revenu de base fait surface. Cette fusion des caisses sociales en un système unique a d'éminents soutiens.

Markus Brotschi

À deux reprises, un projet d'introduction d'un revenu de base a échoué en Suisse. Une troisième tentative ambitionne désormais de concrétiser cette utopie sociale. La mathématicienne de l'EPFL Marina Meister et l'économiste d'entreprise Daniel Straub ont élaboré une proposition détaillée pour simplifier radicalement l'État social et le financer.

L'ancien président du Centre Gerhard Pfister ainsi que les économistes Reiner Eichenberger, Ernst Fehr et Klaus Wellershoff figurent parmi les parrains du projet intitulé «Prévoyance Vie Suisse». Vera Kupper, présidente de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle, et l'ancienne conseillère nationale Yvonne Feri (PS/AR) partagent ce constat: notre système social, qui s'est développé au fil des années, nécessite une refonte.

Selon les deux initiateurs du projet, l'État social actuel ne répond plus aux défis de l'avenir en raison de sa complexité. Le système manque de clarté, ne correspond pas aux structures familiales d'aujourd'hui et crée de mauvais inputs. Mais surtout, notre système social actuel ne s'adapterait pas aux mutations économiques profondes liées à l'intelligence artificielle et à l'automatisation.

Lorsque des dizaines de milliers de personnes risquent de perdre leur emploi ou doivent se reconvertis professionnellement, il est essentiel de leur garantir une sécurité minimale grâce à l'assurance chômage. «Nous voulons que la Suisse soit prête quand la vague de l'IA transformera radicalement le marché du travail», a déclaré Daniel Straub.

Vers un système unique

L'idée consiste à fusionner les nombreuses caisses sociales en un système unique. Les rentes AVS et AI seraient remplacées par

«Si nous devions concevoir le système social aujourd'hui, nous le construirions de manière plus efficace et plus simple.»

Yvonne Feri

Ex-conseillère nationale socialiste

un revenu de base de 2000 francs. Tous les adultes recevraient ce montant, qu'ils soient actifs, au chômage ou dans l'incapacité de travailler pour des raisons de santé. Chaque enfant toucherait 700 francs.

À 18 ans, le revenu de base démarrait à 1000 francs, puis augmenterait de 50 francs chaque année. L'objectif est d'inciter les jeunes à chercher un emploi ou à achever leur formation.

Pour les retraités, la rente mensuelle de 2000 francs à 65 ans augmenterait de 50 francs chaque année pour atteindre 2450 francs. À 74 ans, le versement n'atteint donc pas le montant de la rente AVS maximale actuelle. Les immigrés ne peuvent pas bénéficier du revenu de base dès leur arrivée. Ils doivent préalablement s'acquitter d'impôts et de taxes en Suisse durant plusieurs années. Pour les responsables du projet, ce système serait compatible avec la libre circulation des personnes de l'UE.

70 milliards débloqués

La prévoyance sera financée par les cotisations salariales actuelles de l'AVS, de l'AI et des APG. S'y ajouteraient les ressources aujourd'hui allouées aux allocations familiales, à l'aide sociale, aux prestations complémentaires et à la réduction in-

dividuelle des primes. Selon les promoteurs de cette initiative, la prévoyance vieillesse rendrait toutes ces prestations sociales totalement ou partiellement superflues. Au total, environ 70 milliards de francs seraient ainsi libérés.

Par ailleurs, tous les actifs devraient s'acquitter d'une taxe supplémentaire équivalant à 40% de leur salaire brut. Ce prélèvement serait plafonné à 2000 francs. Dès 5000 francs de salaire, le revenu de base atteint son point d'équilibre: la taxe prélevée de 2000 francs correspond exactement au montant versé.

Cependant, les bas salaires et les travailleurs pauvres conserveraient davantage d'argent net, puisque cette taxe serait inférieure aux cotisations de prévoyance vieillesse actuelles. D'après Daniel Straub, les bénéficiaires de l'aide sociale seraient davantage incités à accepter un emploi rémunéré qu'ils ne le sont actuellement.

Maintien des 2^e et 3^e piliers

Les initiateurs du projet ne souhaitent pas éliminer l'ensemble des assurances sociales. L'assurance maladie et l'assurance chômage seraient maintenues. Les prestations complémentaires continueraient aussi d'être versées lors d'un placement en institution et l'AI à financer les moyens auxiliaires en cas de handicap. Enfin, une aide sociale serait prévue pour ceux qui n'ont pas accès à la prévoyance vieillesse, notamment les nouveaux immigrés et les demandeurs d'asile.

Les 2^e et 3^e piliers ne seraient pas modifiés. Les rentes des caisses de pension continueraient d'être versées et ne seraient pas soumises à la taxe sur la prévoyance. Les retraités aisés qui perçoivent des revenus complémentaires, issus par exemple de l'immobilier ou d'autres sources, devraient payer cette taxe.

Daniel Straub avait déjà participé à l'initiative pour un revenu de base, rejetée en 2016. Lui et Marina Meister soulignent que la prévoyance vieillesse ne constitue pas un revenu de base inconditionnel. Selon eux, cette assurance sociale fournit néanmoins une sorte de revenu de base. «Une AVS pour tous», affirme Daniel Straub. Pourtant, seules les personnes ayant cotisé reçoivent effectivement de l'argent.

Gerhard Pfister enthousiaste

Tous deux souhaitent lancer un débat de société et, dans un second temps, transformer le projet en initiative populaire. Gerhard Pfister trouve l'idée d'un revenu de base «passionnante d'un point de vue libéral». «Un État social repensé pourrait obtenir les mêmes résultats que le système actuel.» La condition serait que l'État social soit fortement simplifié et que les prestations soient mieux ciblées. La difficulté réside toutefois dans la mise en œuvre concrète d'une idée académique.

L'ex-conseillère nationale socialiste Yvonne Feri estime que le système social actuel est trop compliqué. «Si nous devions concevoir le système social aujourd'hui, nous le construirions de manière plus efficace et plus simple.» Pour elle, les montants et les détails mentionnés dans le projet ne sont pas gravés dans le marbre. «Il ne s'agit en aucun cas de réduire les prestations. Mais la politique doit accepter de repenser le système social.»

Elle figurait parmi les rares personnalités de gauche à avoir soutenu l'initiative pour un revenu de base inconditionnel, rejetée en 2016 par 77% des voix. En 2021, l'ancien vice-chancelier de la Confédération Oswald Sigg (PS/ZH) a tenté une seconde fois de lancer une initiative sur le revenu de base, mais celle-ci a également échoué faute de signatures suffisantes.

Traduction: Emmanuelle Stevan